



Des embauches très décevantes

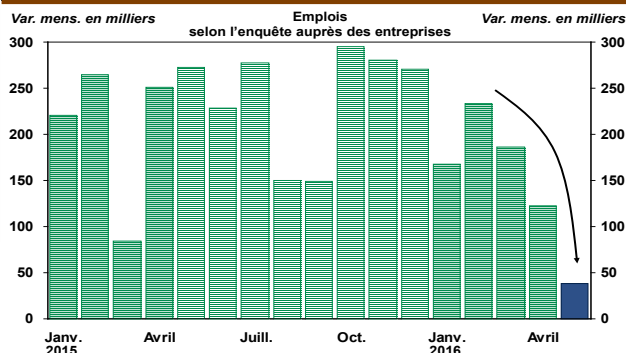
FAITS SAILLANTS

- L'enquête auprès des entreprises indique qu'il y a eu seulement 38 000 embauches nettes en mai après des gains de 123 000 postes (révisés de 160 000) en avril et de 186 000 (révisés de 208 000) en mars.
- Le secteur de la construction a perdu 15 000 emplois et la fabrication en a retranché 10 000. Le secteur des ressources naturelles a effectué 11 000 mises à pied.
- Il ne s'est créé que 61 000 postes dans les services du secteur privé, bien moins que les 144 000 nouveaux postes d'avril, ce qui déjà n'était pas très flamboyant. Il s'est gagné 11 400 emplois chez les détaillants. La restauration a embauché 22 200 nouveaux travailleurs. Le nombre de postes a crû de seulement 10 000 dans les services professionnels, incluant 21 000 mises à pied dans les services d'aide temporaire. Les secteurs de la santé et de l'éducation ont créé 67 000 emplois. Principalement à cause d'un conflit de travail, le secteur de l'information a temporairement perdu 34 000 postes. Il s'est gagné 13 000 postes dans le secteur public.
- À cause d'une chute de la population active, le taux de chômage est tombé de 5,0 % à 4,7 %, le plus bas depuis l'automne 2007. L'enquête auprès des ménages affiche un gain de seulement 26 000 emplois, mais la population active s'est contractée de 458 000 personnes.
- Le salaire horaire moyen a augmenté de 0,2 % en mai après une augmentation de 0,4 % en avril. La variation annuelle du salaire horaire moyen demeure à 2,5 %.

COMMENTAIRES

Les attentes étaient déjà plutôt modestes en vue de la publication des résultats de mai du marché du travail, ne serait-ce qu'à cause des effets appréhendés de la grève au sein de l'entreprise de télécommunications Verizon. Ce conflit de travail explique environ 35 000 pertes d'emplois. La déception va donc bien au-delà de ce facteur temporaire. De si faibles embauches ne s'étaient pas vues depuis la récession. À cela, il faut déduire les révisions baissières qui ont affecté avril (-37 000) et mars (-22 000). On remarque donc que le niveau d'emploi de mai est maintenant plus bas que celui d'avril d'avant les révisions. De plus, seulement 51,3 % des secteurs ont connu une croissance mensuelle de l'emploi en mai, comparativement à 53,8 % en avril et à 62,0 % il y a un an.

Une création d'emplois de plus en plus faible



Sources : Bureau of Labor Statistics et Desjardins, Études économiques

Même la baisse du taux de chômage n'est pas vraiment une bonne nouvelle. Depuis le début de l'automne 2015, la hausse du taux de participation laissait entrevoir un retour des chômeurs découragés sur le marché du travail. Cette courte tendance a maintenant du plomb dans l'aile; le taux de participation est passé d'un sommet cyclique de 63,0 % en mars à 62,6 % en mai. On remarque aussi que si le taux de chômage a diminué, la mesure élargie du sous-emploi (qui compte aussi les chômeurs découragés et les employés involontairement à temps partiel) est demeurée inchangée à 9,7 %.

Implications : Un ralentissement des embauches après plus de 70 mois de création ininterrompue pouvait tôt ou tard se manifester. Mais la situation fait état d'une décélération bien plus abrupte. On peut se rassurer par la meilleure tenue d'autres indicateurs économiques qui laissent planer un rebond de la croissance au deuxième trimestre. Toutefois, le piètre résultat du marché du travail en mai vient de faire diminuer considérablement les probabilités d'une hausse des taux directeurs de la Réserve fédérale lors de la réunion de juin, voire de juillet. Ses dirigeants voudront probablement attendre de voir de meilleures données sur l'emploi ainsi que les résultats du référendum au Royaume-Uni.

Francis Généreux
Économiste principal

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Hélène Bégin
Économiste principale

Benoît P. Durocher
Économiste principal

Francis Généreux
Économiste principal

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com